



# Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Discours du chef du Bloc Québécois devant l'Institut du Nouveau Monde à Québec

## « LES CONSERVATEURS ONT DÉMONTRÉ LEUR HYPOCRISIE DANS LA FOULÉE DE LA RECONNAISSANCE DE LA NATION QUÉBÉCOISE »

– Gilles Duceppe

Québec, le samedi 16 août 2008 – « Grâce au Bloc Québécois qui a forcé le jeu, le Québec a réalisé un gain historique avec la reconnaissance par Ottawa de la nation québécoise. Historique, parce qu'à partir du moment où tous les partis à la Chambre des communes reconnaissent la nation québécoise, jamais plus le Canada ne pourra négocier avec le Québec comme s'il constituait une simple province ou une société distincte. Dorénavant, la discussion doit se faire de nation à nation. La nation a des droits collectifs que le Canada doit maintenant respecter! », a lancé aujourd'hui le chef du Bloc Québécois, **Gilles Duceppe**, alors qu'il prenait la parole devant les membres de l'Institut du Nouveau Monde, à Québec.

« Considérant que la reconnaissance de la nation québécoise doit avoir des conséquences concrètes, le Bloc Québécois a présenté des propositions s'inscrivant dans la suite logique de cette reconnaissance du statut de nation, et ce, tant en matière de langue, en matière d'identité et en matière de culture. Malheureusement, ces propositions ont toutes été rejetées par les conservateurs. Or, on ne peut affirmer reconnaître la nation québécoise d'un côté et refuser, comme le font les conservateurs, d'en assumer la portée. En agissant de la sorte, Stephen Harper fait preuve d'hypocrisie », a poursuivi le chef du Bloc Québécois.

### **Protéger notre langue publique commune**

« La nation québécoise a le français comme langue publique commune et c'est la raison pour laquelle nous avons adopté la loi 101. Malheureusement, les lois fédérales contredisent cette loi. La *Loi sur les langues officielles*, qui prône le bilinguisme, nie qu'au Québec la langue officielle c'est le français. Les entreprises sous juridiction fédérale, œuvrant sur le territoire québécois, ne sont pas soumises à la loi 101 et n'ont donc pas à la respecter en ce qui concerne les raisons sociales, ou pour ce qui est de la langue de travail. C'est pour cette raison que le Bloc Québécois a proposé trois mesures visant à modifier la *Loi sur les langues officielles*, à amender la *Loi sur les sociétés par actions* et enfin à amender le *Code canadien du travail*, toutes des mesures voulant faire en sorte de reconnaître le français comme la langue prioritaire en milieu de travail. Il s'agit de propositions raisonnables qui ne nécessitent aucune modification constitutionnelle. Mais les conservateurs de Stephen Harper ont dit non à la nation québécoise », a relaté **Gilles Duceppe**.

### **Un modèle d'intégration qui répond à nos besoins**

« Se fondant sur la prémisse que reconnaître la nation québécoise, ça doit signifier simultanément respecter son identité et son modèle d'intégration, le Bloc Québécois a par ailleurs proposé d'amender la Loi sur le multiculturalisme canadien afin d'en soustraire le Québec. Il est évident qu'en tant que nation francophone qui représente à peine 2 % de la population en Amérique du Nord, le Québec a des besoins très différents du Canada en matière d'immigration. Le multiculturalisme préconisé par Ottawa, ça signifie la disparition à moyen terme de ce qui distingue la nation québécoise des autres nations de la planète. C'est pourquoi nous avons choisi au Québec l'interculturalisme, un modèle qui veut intégrer les nouveaux arrivants en les encourageant à apprendre le français et à enrichir notre nation de leur diversité. Or, encore une fois, le gouvernement conservateur refuse de respecter les choix de la nation québécoise », a poursuivi **Gilles Duceppe**.

### **Reprendre le contrôle de notre culture**

« Finalement, reconnaître la nation québécoise, ça doit aussi vouloir dire donner au Québec tous les leviers pour assurer l'épanouissement de sa culture. Or, au cours des derniers jours, le gouvernement Harper a coupé, au nom de son idéologie de droite, les fonds de plusieurs programmes qui permettaient de faire rayonner la culture. C'est absurde, car au Québec la culture de notre nation, c'est primordial. C'est en raison de gestes comme ceux-là que le Bloc Québécois a proposé de transférer au Québec, par entente administrative, la pleine maîtrise des instruments de télécommunication sur son territoire. Or, le lieutenant politique de Stephen Harper au Québec, Lawrence Cannon, qui réclamait la même chose lorsqu'il était ministre dans le gouvernement Bourassa, a le culot aujourd'hui de s'opposer à cette demande traditionnelle de la nation québécoise », a continué le chef du Bloc Québécois.

### **Aller au bout de nous-mêmes**

« Par leurs agissements, les conservateurs démontrent encore une fois que l'épanouissement de la nation du Québec sera toujours entravé par le fait que la nation canadienne est largement majoritaire à Ottawa et qu'elle lui impose ses choix. Mais il y a une autre possibilité, et c'est la souveraineté », a repris **Gilles Duceppe**.

« Dans un Québec souverain, la loi 101 s'appliquera intégralement et nous allons maîtriser tous nos leviers culturels. Nous pourrions y aller du modèle d'intégration qui correspond le mieux à nos intérêts. Nous pourrions participer pleinement à l'amélioration du monde dans lequel nous vivons, et nous affranchir de notre dépendance au pétrole puisque nous ne répondrons plus des politiques d'Ottawa dictées par les intérêts des pétrolières », a conclu **Gilles Duceppe**.

– 30 –

Renseignements :

Karine Sauvé, attachée de presse du chef  
Aile parlementaire du Bloc Québécois  
Tél. : 613 947-2495  
Cell. : 613 296-1596  
[www.blocquebécois.org](http://www.blocquebécois.org)